Bulletin de CSI-France | Solidarité Chrétienne Internationale

Inde « Piégiés par des trafiquants d'êtres humains, libérés par CSI. »

N° 43 – Mensuel Février 2023

CSI-France | 47, rue de la Roquette | 75011 Paris
07 82 58 07 52 | info@csi-france.fr | www.csi-france.fr
www.facebook.com/CSI.francais

« Venez à moi, vous tous qui peinez sous le poids du fardeau, et moi, je vous procurerai le repos. » Mt 11,28

Février • Intercession sur des sujets d'actualité

Photos de gauche à droite :

Myanmar ▪ Hkalam Samson a été arrêté par la junte militaire pour des raisons encore inconnues. *rlpb*

Malaysia ▪ L'ancien Premier ministre Tan Sri Muhyiddin Yassin se montre méfiant à l'égard des chrétiens et des juifs.

Iran ▪ Fariba Kamalabadi a de nouveau été arrêtée. *art18*

Pakistan ▪ Saleem Masih et Irum Bibi ne doivent plus travailler à la briqueterie. *csi*

Myanmar

Le Dr Hkalam Samson, un chrétien qui compte parmi les plus grands chefs religieux et défenseurs des droits de l'homme du Myanmar, a été arrêté le 3 décembre 2022 à l'aéroport de Mandalay alors qu'il s'apprêtait à prendre un vol pour Bangkok pour des raisons médicales. Le lendemain, il a été forcé à s'embarquer sur un vol de retour vers Myitkyina, la capitale de l'État fédéré Kachin. À son arrivée, des officiers de la junte l'ont arrêté. On ne sait pas de quoi Hkalam Samson est accusé ni où il se trouve. Hkalam Samson est le président de la Kachin National Consultative Assembly (WMR). *rlpb*

Malaisie

Dans une vidéo, l'ancien Premier ministre Tan Sri Muhyiddin Yassin a déclaré que les juifs et les chrétiens cherchaient à christianiser la Malaisie. Selon le Conseil des Églises de Malaisie, de telles déclarations pourraient entraîner des tensions religieuses. La Fédération chrétienne de Malaisie s'est également montrée préoccupée par cette déclaration. Le Premier ministre Anwar Ibrahim a appelé la population à s'opposer au racisme et au fanatisme religieux : « En tant que musulman, on ne m'a jamais appris à détester les autres ethnies ou religions. » La population de Malaisie est composée à 60 % de musulmans, 20 % de bouddhistes, 10 % de chrétiens, 6,3 % d'hindous et d'autres minorités indigènes. *fi*

Iran

Fin juillet 2022, Fariba Kamalabadi a été de nouveau arrêtée à Téhéran après une descente de police à son domicile. Cette mère de famille appartient à la minorité religieuse des bahaïs. Elle avait été arrêtée une première fois le 14 mai 2008, accusée de « propagande contre l'État iranien » et d'« association et de collusion en vue de commettre des actes contre la sécurité nationale » avant d'être condamnée à vingt ans de prison en août 2010. Un mois plus tard, sa peine avait été réduite à dix ans. Elle a été libérée le 31 octobre 2017. Environ 300 000 bahaïs vivent en Iran. Cette religion d'inspiration mystique n'est pas reconnue par le gouvernement. *art18*

Pakistan

Pendant des années, le couple chrétien Saleem Masih et Irum Bibi a travaillé dans une briqueterie dans des conditions proches de l'esclavage. Comme le père de Saleem avait été obligé de contracter un crédit auprès du propriétaire de la briqueterie en raison de son salaire insuffisant, Saleem devait assumer le remboursement et n'avait donc aucune chance de quitter la briqueterie. Mais grâce à un don généreux, ce couple a pu racheter sa dette. De plus, Saleem a reçu une charrette et un âne avec lesquels il vend désormais des fruits et des légumes. Remercions Dieu pour la « libération » de ce couple qui peut aussi envisager plus sereinement l'avenir de ses deux enfants Naeem et Aneka ! *csi*

Soudan

La mère du pasteur Abdalla Haron Sulieman ne pouvait pas marcher à cause d'une infection. Ce dernier a organisé une réunion de prières à l'église évangélique d'El-Hasahisa pour sa mère. Peu après, la malade a été guérie, ce qui a entraîné d'autres personnes de la région, majoritairement musulmane, à se presser pour demander de l'aide au pasteur. Des extrémistes musulmans mécontents ont donc incité la police à arrêter le pasteur Sulieman pour sorcellerie. Le 21 novembre 2022, les autorités sont entrées dans l'enceinte de l'église et ont fait arrêter le pasteur. Des chrétiens soudanais se sont exprimés sur les médias sociaux et ont demandé la libération immédiate du pasteur. Nous nous joignons à cette demande et prions Dieu de le soutenir. *msn*

Editorial

Chers Amis de CSI,

A l'heure où j'écris ces lignes, le Haut Karabakh est toujours en état de siège, le corridor reliant l'Arménie et le Haut Karabakh étant bloqué depuis le 12 décembre. Les habitants vivent sur leurs réserves, mais jusqu'à quand? Plus de cent mille Arméniens du Haut-Karabakh sont coupés de l'approvisionnement extérieur. Le gaz et l'électricité sont régulièrement interrompus. Le 18 janvier, le centre de réhabilitation à Stepanakert soutenu par CSI ne pouvant plus chauffer ses bâtiments, le service d'hospitalisation a été fermé. Les gouvernements des pays occidentaux sont indifférents, à l'exception de la France mais la France ne peut rien faire isolément. CSI a lancé des protestations en Suisse et aux Etats-Unis et demandé un pont aérien humanitaire, mais nous sommes pessimistes. CSI-France organise ce mois-ci une journée Agir pour l'Arménie à Paris, vous êtes tous invités à venir ou bien à regarder les 4 conférences sur Youtube. (voir photo). Nous pouvons porter toujours les Arméniens dans nos prières.

En France, nous avons eu la joie de participer en janvier à plusieurs veillées dans le cadre de la semaine de l'unité, à Strasbourg (voir photo), à Romilly sur Seine (Aube) et à Trévoux (Rhône). Nous sommes heureux d'établir ces liens de sollicitude et de prière avec des chrétiens qui sont loin; c'est notre contribution à l'unité.

Je voudrais remercier aussi tous ceux d'entre vous qui ont écrit en décembre des cartes de vœux à nos frères et sœurs, nous les avons transmises avec joie! Bravo pour vos textes et en particulier à l'église de Pontarlier qui a organisé pendant le temps de l'Avent une veillée exprès pour prier et rédiger ensemble les cartes. Le résultat était magnifique! Pendant l'Avent 2023, nous proposerons à nouveau de telles veillées.

Angélique Gourlay
Présidente

Sommaire

Intercession
Actualités, sujets de prières Page 2

Inde
Vendus comme des marchandises sauvés comme des êtres humains Page 4

Nouvelle Guinée Occidentale
Rentrer ou rester ? Page 7

Inde
Les jeunes femmes libérées ont besoin d'aide et de protection Page 8

LISEZ D'AUTRES ARTICLES,FAITES UN DON OU SIGNEZ UNE PÉTITION C'EST SIMPLE : accédez directement au site Internet avec

CSI est une organisation chrétienne œcuménique de défense des Droits de l'Homme pour la liberté de religion et la dignité humaine.

Editeur : CSI-France • Directeur de la publication : Angélique Gourlay • Rédacteur en chef : Reto Baliarda : reto.baliarda@csi-schweiz.ch • Périodicité : Mensuelle • Traduction : Laurent Schlatter • Relecture : Ludwig Letimide • Graphisme : Jordi AG, 3123 Belp • Adresse : 47, rue de la Roquette – 75011 PARIS • Téléphone : 07 82 58 07 52 • E-mail : info@csi-france.fr • Site internet : www.csi-france.fr et Page Facebook : www.facebook.com/CSI.francais • Mise en page et impression en France : Divine Com'elle - amelie@divine-comelle.com • Tirage : 200 exemplaires • ISSN : 1028-6888

Nous souhaitons expressément que nos articles soient diffusés. En cas de citations, nous vous prions d'indiquer clairement votre source (CSI) et de nous faire parvenir un exemplaire de votre publication. En cas de modification, merci de prendre contact avec la rédaction.

Sources : csi Christian Solidarity International | fb Facebook | fi Fidesdienst | icc International Christian Concern | mec Middle East Concern | msn Morning Star News | scdo SOS Chrétiens d'Orient | spyd Suryoyo Patriarchal Youth Department | uno United Nations | reut Reuters | whg whitehouse.gov | wm:bom Wikimedia: Bayo Omoboriowo | yt Youtube | mad Mis à disposition |

À gauche : Le 8 janvier à l'Eglise Saint Nicolas à Strasbourg, prière en petits groupes pour des chrétiens du Népal rencontrés par CSI.

À droite : Le Le monastère de Dadivank au Haut Karabakh, joyau de l'architecture médiévale. csi

« Nous sommes extrêmement reconnaissantes de savoir que quelqu'un ait estimé que nous avions assez de valeur pour nous libérer ! »
Devakani Kumari (17 ans), libérée après des souffrances terribles

Inde ■ Vendus comme des marchandises, sauvés comme des êtres humains

La vente d'êtres humains à des fins d'esclavage ou de prostitution est un fléau social récurrent. Les partenaires de CSI s'y opposent. Ils organisent des campagnes d'information et des actions de libération. Rolf Höneisen, rédacteur de CSI, s'est rendu sur place.

Devakani et Bachni ont été vendues comme de la marchandise. csi

Le Jharkhand est l'un des États fédérés les plus pauvres d'Inde. Le recensement de 2011 a montré que plus de 67 % des 33 millions d'habitants de cet État ne savaient ni lire ni écrire.
Au Jharkhand, les districts de Simdega, Gumla ou Khunti abritent de nombreux chrétiens ; certaines régions connaissent aussi une forte présence musulmane et, un peu partout, une importante minorité qui ne croit pas en l'hindouisme, mais qui suit un autre courant religieux, notamment animiste. Ce qui unit presque tous les habitants de cet État, c'est la pauvreté.

Les chrétiens en danger

La misère ambiante réveille le monstre de la traite des êtres humains. Chaque semaine, en moyenne cinq jeunes, pour la plupart mineurs, sont enlevés, réduits en esclavage et violés au Jharkhand. Détail effrayant, la majorité des victimes sont des chrétiens, m'a révélé la juriste Parul Singh *, partenaire CSI, avec qui j'ai voyagé dans l'État fédéré du Jharkhand.
Or le droit indien interdit la traite des êtres humains et les coupables risquent plusieurs années de prison, voire la perpétuité. Pourquoi les choses ne changent-elles pas ? Les statistiques du gouvernement sur les poursuites pénales ne permettent pas de savoir combien d'infractions sont réellement sanctionnées en matière de trafic d'êtres humains ni combien d'arrestations de prostituées ont lieu chaque année.

Un cercle vicieux

Le gouvernement gère un portail internet dédié à la lutte contre la traite des êtres humains. Le ministère du Travail publie régulièrement des annonces appelant à combattre le tra-

vail des enfants dans les journaux nationaux. Cela ne change pas grand-chose. Selon les estimations, ce sont plusieurs millions de jeunes qui sont exploités comme esclaves en Inde, que ce soit dans le cadre de la prostitution ou dans d'autres domaines.
Ce système est un cercle vicieux : les trafiquants sont souvent des femmes qui sont elles-mêmes d'anciennes victimes qui ont été contraintes à la prostitution enfantine. Devenues adultes, elles utilisent leurs relations pour recruter à leur tour des filles dans leurs villages d'origine.

Une rencontre avec des « rescapées »

Nous sommes en route dans une région rurale du Jharkhand. Le système de santé y fonctionne mal. La tuberculose fait encore des ravages. Dans certaines zones, l'eau potable ne répond pas aux exigences de qualité de l'OMS et les enfants jouent sur des tas d'ordures. Ici, le bâtiment lumineux d'un internat catholique détonne. Nous sommes arrivés à destination.
Au bout d'un long couloir, la porte s'ouvre sur une salle obscure. Nous rencontrons Devakani Kumari (17 ans) et Bachni Kumar (18 ans). Ces deux jeunes filles sont des victimes de trafiquants d'êtres humains et n'ont pu être libérées que récemment par les partenaires de CSI. Le visage caché par un foulard jaune, Devakani, qui vient d'un milieu très modeste, raconte ce qui s'est passé.

Un départ plein d'espoir

« Un jour, devant l'école, une connaissance du village nous a abordées. Elle nous a peint sous les plus belles couleurs l'avenir qu'elle pouvait nous offrir à Delhi. Une meilleure formation et plus tard un emploi. » Éblouies par cette perspective, les deux filles accordent leur confiance à cette femme. Sans se douter de rien et sans en informer leurs parents, elles l'accompagnent en ville.
Là, tout bascule. Avant de les enfermer dans une chambre, on leur confisque leur carte d'identité, leur téléphone portable et d'autres effets personnels. Le piège se referme sur elles. Les deux filles sont simplement vendues comme des marchandises.

Les partenaires de CSI mènent des campagnes de sensibilisation dans les écoles et les églises pour informer sur les agissements des trafiquants d'êtres humains. csi

Ménage et prostitution

Devakani et Bachni sont placées dans différents ménages. Elles doivent y travailler dans des conditions terribles, sans salaire et avec des horaires inhumains. Elles commencent à se rebeller et refusent de travailler. Mais les trafiquants réagissent immédiatement en les contraignant à la prostitution pour éteindre définitivement toute velléité de révolte. La vie des deux filles tourne au cauchemar : « Nous avons été battues et violées… tous les jours pendant trois semaines, raconte Devakani sans émotion. Nous ne pouvions pas nous défendre. C'était l'enfer. » Elle ne s'explique pas pourquoi l'un des surveillants l'autorise finalement à appeler sa mère.

Sa mère peut agir

À ce moment, tout va très vite. La mère contacte les partenaires de CSI. Elle avait noté leur numéro de

Des jeunes filles libérées s'épanouissent dans le foyer protégé de CSI. csi

Les victimes de la traite des êtres humains sont souvent piégées par de belles promesses. csi

téléphone dans le cadre d'une campagne de sensibilisation dans les écoles et les églises organisée avec le soutien de CSI où les jeunes et leurs parents sont informés des méthodes perfides et des agissements des trafiquants d'êtres humains. Ils y reçoivent également un numéro d'urgence disponible 24 heures sur 24.

L'équipe de CSI fait appel à la police. « Ensemble, nous avons pu sauver les deux filles, Dieu merci ! » déclare Parul Singh. La partenaire de CSI ne parle pas simplement de « personnes libérées », mais de « rescapés » et de « survivants ».

« Nous sommes si reconnaissantes »

Pour Devakani, l'opération de libération est effrayante, chaotique : « Il y avait de nombreux inconnus, des policiers un peu partout, j'ai été traînée dans une voiture sans comprendre ce qui m'arrivait. Ce n'est qu'une fois chez moi que j'ai compris ce qui s'était passé : j'étais libre ! » Un sourire traverse-t-il son visage à ces mots ? Le foulard jaune le masquerait.

Le fait que quelqu'un se soit soucié d'elles et les ait libérées touche profondément Devakani et Bachni : « Nous sommes extrêmement reconnaissantes de savoir que quelqu'un ait estimé que nous avions assez de valeur pour nous libérer ! » Les deux filles vont retourner à l'école. Au village, personne ne sait rien de tout cela.

Mais les conséquences de ce qui s'est passé ne vont pas s'effacer du seul fait de leur retour chez elles. Aujourd'hui encore, elles ne sortent pas sans être accompagnées et se voilent le visage. Le chemin vers la normalité est encore long.

Un long chemin

CSI accompagne les filles libérées. Actuellement, vingt-quatre victimes de la traite des êtres humains vivent dans notre foyer protégé. Elles suivent un cursus scolaire et sont encadrées. Ma visite au foyer est encourageante. Pas seulement parce que cette maison isolée me donne une impression de paix. Mais surtout parce que les filles s'épanouissent ici et ont une perspective de vie.

Parul Singh, notre partenaire, est extrêmement positif : ce que nous faisons a énormément d'impact, que ce soient les campagnes de sensibilisation rendues possibles par les donateurs de CSI, le numéro d'urgence, l'aide juridique, le foyer protégé, etc. Il est très important d'agir en amont en informant et en sensibilisant ceux qui pourraient avoir affaire à la traite des êtres humains, mais il est aussi essentiel de mener des missions concrètes de libération.

En 2021, les collaborateurs locaux de CSI ont sauvé plus de cent victimes de la traite des êtres humains.

• Rolf Höneisen

« Dieu m'a placé comme pasteur à Igy. » Kamena, pasteur d'Igy

Nouvelle Guinée occidentale ■ Rentrer ou rester ?

À cause des bombardements, le pasteur Kamena et sa famille ont dû fuir leur village. Comme d'autres déplacés, ils se sont installés dans la ville de Wamena. Il veut maintenant rentrer chez lui, mais sa femme désire rester à l'abri. CSI l'a rencontré.

Le fait que la famille de Kamena soit encore en vie tient du miracle. Le pasteur d'Igy nous raconte : « En 2019, l'armée indonésienne a bombardé notre village. Notre maison a été touchée, mais les projectiles n'ont pas explosé. »
Pris de panique, les habitants se sont enfuis dans toutes les directions. Parents et enfants se sont perdus de vue. Avec l'aide de quelques autres personnes, Kamena a réuni les villageois dispersés. Ensemble, ils ont fui en direction de Wamena, la capitale de la province indonésienne de la Papouasie des hautes terres.
Les habitants d'Igy ont marché pendant un mois. Ils ont dû traverser la chaîne de montagnes qui occupe le centre de l'île. À toutes les épreuves physiques s'ajoutait la peur d'être découverts par l'armée. « Nous devions être constamment sur nos gardes. Les soldats ne font pas la différence entre les civils et les combattants de l'OPM (Organisation pour une Papouasie libre) », raconte Kamena.

Déracinés

À Wamena, les nouveaux arrivants ont rejoint des parents ou des amis qui se sont généralement montrés serviables et ont laissé à leurs connaissances d'Igy un lopin de terre à cultiver. Comme de nombreuses personnes venues d'autres régions de la Nouvelle-Guinée occidentale ont échoué à Wamena ces dernières années, beaucoup de nouvelles Églises y ont vu le jour.
Pour les déplacés d'Igy, il est difficile de se sentir chez eux dans cette ville. Le pasteur Kamena nous l'explique : « Presque chacun d'entre nous caresse l'idée de retourner dans son village. À Wamena, les habitants d'Igy sont confrontés à des problèmes sociaux auxquels ils ne sont pas habitués. De nombreux jeunes tombent dans l'alcoolisme et certains en sont morts. »
Plusieurs villageois se rendent régulièrement à Igy pour se faire une idée de l'état de leur village bombardé. Mais jusqu'à présent, personne n'y est retourné pour s'y installer, la situation reste trop précaire. Le pasteur Kamena fait partie de ce groupe de personnes motivées à rentrer chez elles définitivement, mais son épouse refuse pour l'instant de le suivre. Il faut dire que lors de leur fuite, ils ont perdu leur enfant de vue. Certes, il a été retrouvé assez rapidement, « mais ma femme est toujours traumatisée par cette

Le pasteur Kamena veut rentrer dans son village, malgré la fuite éprouvante qu'il a vécue avec sa famille. csi

séparation », explique Kamena, qui précise qu'il ne retournera pas à Igy sans son épouse. Il admet en outre qu'un nouveau départ dans son village détruit posera de nombreux problèmes. La plupart des membres des Églises de la diaspora à Wamena estiment également qu'un retour est prématuré et les exposerait à de nombreux dangers. Malgré tout, le pasteur Kamena ne veut pas abandonner son projet : « Je suis né à Igy. Dieu m'y a placé comme pasteur. »
CSI soutient des personnes comme le pasteur Kamena afin qu'elles puissent raconter leur histoire et attirer ainsi l'attention sur le sort des Papous chrétiens expulsés. En effet, l'entrée en Nouvelle-Guinée occidentale est interdite aux journalistes internationaux. • Reto Baliarda

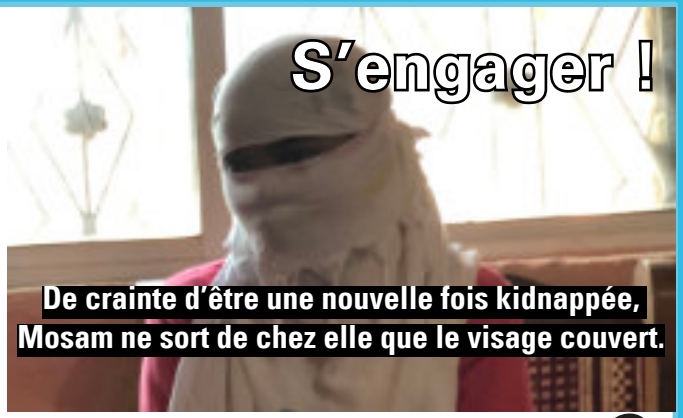
Nous vous remercions d'offrir aux victimes de la traite des êtres humains et de l'oppression une vie digne et sans peur !

Voici des exemples de l'utilisation de votre don :

50 € soutien du foyé protégé CSI pour les jeunes filles libérées (17 € après déduction fiscale)

90 € un mois de réhabilitation et de scolarisation pour un enfant libéré (29,70 € après déduction fiscale)

150 € contribution à des actions de libération (51 € après déduction fiscale)



Faites un don !

Coupon de soutien à retourner à CSI-France

47 rue de la Roquette - 75011 PARIS

☐ …… € (montant de votre choix)

☐ *Veuillez trouver ci-joint mon versement par chèque* ***à l'ordre de CSI-France****.*

☐ *Je souhaite recevoir un reçu fiscal qui me permettra de* ***déduire de mes impôts 66% de mon versement*** *dans la limite de 20% de mon revenu imposable. Si je souhaite recevoir* ***un seul reçu par an****, je coche la case ci-contre :* ☐

Je reste informé :

☐ Je m'abonne au bulletin papier mensuel (gratuit)

☐ Je m'abonne à la newsletter, voici mon adresse email : ……

Mon message :

……

……

……

Pour soutenir CSI-France dans la durée :

☐ ***J'opte pour le virement permanent, je remplis ce volet et je l'adresse à ma banque.***

Par le débit de mon compte numéro ……, je demande à ma banque d'effectuer un virement régulier (résiliable à tout moment) sur le compte bancaire de CSI-France :

IBAN N° FR98 2004 1000 01007015 4K02 081 BIC N° PSSTFRPPPAR

Virement : ☐ Mensuel ☐ Trimestriel ☐ Autre (préciser) : ……

Montant : ☐ 15 € ☐ 30 € ☐ 50 € ☐ 80 € ☐ Autre : ……

Date : …… Lieu : …… Signature : ……

Découpez le bulletin à renvoyer avec votre réglement